



Symposium

L'Algérie 70 ans après

Les défis du renouvellement des connaissances
en sciences sociales et humaines

09-10-11 décembre 2024 à Oran

 Facebook www.facebook.com/crasc.oran.algeria/

 Instagram www.instagram.com/crasc_oran/

 Youtube www.youtube.com/@CrascDz

 LinkedIn www.linkedin.com/company/centre-de-recherche-en-anthropologie-sociale-et-culturelle-crasc-/

Symposium international

L'Algérie 70 ans après

Les défis du renouvellement des connaissances en sciences sociales et humaines

09, 10 et 11 décembre 2024 à Oran

Argumentaire

En septembre 2004, le Centre de recherche en Anthropologie Sociale et Culturelle (CRASC) a organisé, à l'occasion du cinquantième anniversaire du déclenchement de la Guerre de libération nationale du 1er novembre 1954 (Publications du CRASC, 2008), un premier symposium sur « L'Algérie 50 ans après. État des savoirs en sciences sociales et humaines 1954-2004 ». En 2024, soixante-dix ans après le déclenchement de la Guerre de libération nationale, le CRASC renoue avec cette célébration, en organisant la deuxième édition du symposium international, en décembre 2024. Il s'agit de débattre des « Défis du renouvellement des connaissances en sciences sociales et humaines. L'Algérie après 70 ans ».

Le symposium international est une opportunité de réfléchir sur les défis futurs auxquels est confronté le domaine de la connaissance sociale et culturelle, sur la recherche qu'il suscite et la place qu'il tient parmi les divisions sociales du savoir et du travail. La réflexion tient compte notamment de l'expansion qu'a connue la formation universitaire dans ses spécialités et l'effervescence qui la caractérise - au cours des dernières années - et ce, dans le contexte de la démocratisation / massification de l'enseignement supérieur en Algérie. La carte universitaire s'est étendue depuis le début des années 2000 pour atteindre 115 établissements d'enseignement supérieur (jusqu'à décembre 2023), garantissant institutionnellement la présence significative des sciences sociales et humaines dans les offres de formation. Le nombre d'enseignants, de laboratoires de recherche et de revues scientifiques a également augmenté, ce qui constitue un indicateur révélateur pour évaluer le bilan de ces sciences dans l'Algérie post-indépendante. En outre, il est question d'analyser les éléments dans le système de production des élites intéressées par l'humain et la société.

Le développement des sciences sociales et humaines en Algérie est conditionné par son environnement en termes d'influences significatives, des contextes qui lui sont contemporains (M. Madoui, 2007), ou des différents rôles lui étant attribués (en rapport avec le développement et les questions identitaires, selon les approches utilitaires (B. Mezouar, 2012), ou encore des générations ayant travaillé dans ses domaines, ou des

méthodes de production de connaissances (Cl. Chaulet, 2008, M.-B. Salhi, 2008) et de la manière dont ces disciplines sont interagissent, ainsi que des contextes de formation de la « communauté scientifique », selon les différentes générations et idéologies (O. Lardjan, 2008) et les langues de travail (K. Chachoua, 2023). C'est pourquoi la question de la reconnaissance sociale et institutionnelle de ces sciences – loin des discours bureaucratiques sur leur utilité – reste d'actualité. En effet, la demande sociale des sciences sociales et humaines, et ses aboutissements est quelque peu « limitée ou circonstancielle ». Lorsqu'elle existe, les possibilités de « commercialisation » et de circulation ne répondent pas forcément aux exigences de la diversité des professions de ces sciences et de leur niveau de professionnalisme (historien, sociologue, anthropologue, philosophe, démographe, psychologue...). L'une des explications peut être relative à la faiblesse des mécanismes de négociation avec les domaines de recherche-cibles et par la hiérarchie à laquelle les sciences sociales et humaines sont classées au sein des champs du savoir, notamment par rapport aux sciences techniques ; en dépit de la mise en place de programmes de recherche établis à cet effet (exemple : trois Programmes Nationaux de Recherche PNR).

Les sciences sociales en Algérie (ses thèmes de recherches, ses résultats et ses méthodes de gouvernance, ses stratégies de formation, ainsi que les choix de la formation de ses chercheurs) semblent exister dans un processus de négociation continu et difficile avec les mondes de la recherche, de l'édition, de la visibilité et des politiques de gouvernance. Cependant, il faut signaler que les métiers de ces sciences n'ont pas le monopole du savoirs sur la société, et ce quelles que soient le statut de ses acteurs (enseignants de sciences sociales, experts en sciences sociales, chercheurs en sciences sociales.), en particulier face à l'élargissement des « amateurs » produisant des discours sur la société et ses acteurs (et sa mémoire, son école, sa jeunesse, sa famille, ses villes, sa culture, sa religiosité, son imaginaire culturel, ses langues, sa politique...). Elles (les sciences sociales et humaines) sont peu présentes dans les débats publics en raison de la sélectivité des sujets, de l'autocensure et du refus d'aborder les sujets tabous..., bien qu'elles bénéficient de la garantie de l'État en matière de libertés académiques (article 75 de la Constitution algérienne).

Les travaux de recherche réalisés pendant la situation sanitaire exceptionnelle liée à la pandémie de Covid-19, ont montré la nécessité de revoir de nombreux aspects de la connaissance de ces sciences et de revoir de leurs postulats, afin de continuer à négocier une position sur la carte de la division mondiale de la connaissance, malgré les difficultés auxquelles elles sont confrontées et les obstacles qui les empêchent de passer de « simples » consommateurs de théories et de leurs paradigmes aux critiques et/ou producteurs de celles-ci (A. Fawzi, 1999, p. 14), d'autant plus que certaines d'entre elles - c'est-à-dire les expériences de recherche - ont révélé les caractéristiques des difficultés de la non « compatibilité historique » entre l'accumulation cognitive des sciences sociales et les outils de leur analyse... avec les risques d'un phénomène sanitaire urgent... (D. Al-Bassam (2021, p. 14). Il semble peut-être que cette situation perdure encore, d'autant que des phénomènes sociaux sont *continuellement* appréhendés comme des « risques » menaçant la société : chômage, violence, décrochage scolaire, désintégration familiale, déclin de la culture de prévention sanitaire, oubli et mémoires menaçantes, remise en question des discours de l'autorité, identités menacées, phénomène migratoire, pauvreté, inégalités, crises des systèmes de solidarité, changement des habitudes de consommation....

Le symposium serait l'occasion d'examiner certains défis auxquels sont confrontés les spécialités des sciences sociales et humaines. Il s'agit, entre autres, de réviser des conditions de production de la connaissance et de les dépasser, de promouvoir la demande sociale et institutionnelle pour ces sciences, d'enrichir les programmes de recherche nationaux et d'interagir avec les programmes de recherche régionaux et internationaux, de promouvoir l'éthique et la déontologie professionnelles/de recherche, et de penser l'évaluation selon les exigences scientifiques.

Le premier défi vise la (ré)ouverture du débat sur les approches théoriques et les choix paradigmatiques, ainsi que leurs résultats obtenus, dans le dessein de renouveler quelques traditions de recherche dominantes, tout en renouvelant les données des études de terrain et archives. Il est question également d'éviter « la production du vide », d'après A. Adnane (produire des données sans analyses ou des analyses sans données), et d'interroger les connaissances accumulées (les connaissances de l'héritage colonial, bilan des connaissances après l'indépendance) à la lumière des mutations sociales actuelles, ainsi que le changement générationnel que connaît la communauté scientifique et la nécessité d'améliorer la visibilité des résultats des sciences humaines et sociales.

Le deuxième défi porte sur l'analyse des mécanismes de développement de la demande sociale en rapport avec les offres de formation et de recherche dans ces domaines et la relation de ses acteurs avec le « marché » de la recherche / connaissance et le monde de l'emploi. Quels sont les acteurs et les institutions demandeurs aujourd'hui de ces sciences « dérangeantes » ? Pourquoi généraliser tout un enseignement, des laboratoires ainsi que leurs revues ? quel est le but attendu ? Comment traiter leurs résultats et quel est leur public ? Quelle est leur relation avec la demande sociale et le *retour sur investissement* (sur les parcours professionnels, les institutions, les politiques publiques, les missions de développement) ? Ce sont quelques-unes des questions qui visent à aborder le contexte de formation de la demande sociale et à en rendre compte en Algérie aujourd'hui, ainsi qu'à analyser l'apport de la communauté scientifique.

Le troisième défi examine la relation entre *la réalité*, la demande sociale ainsi que les programmes de recherche et de formation proposés par différents acteurs institutionnels (universités, centres de recherche, projets de formation et de recherche). Il s'agit de mettre l'accent sur leurs relations avec ce que le contexte cognitif propose aux niveaux régional et international. Ce défi ouvre le débat sur les enjeux agissant sur les programmes de recherche, leurs mécanismes de gouvernance et la gestion de leurs retombées cognitives et sociales. Il est question également d'aborder les mécanismes de veille scientifique.

Le quatrième défi concerne l'éthique et déontologie professionnelle, ainsi que son exercice dans les travaux de recherche et de valorisation. Il sera question d'interroger les pratiques de recherche (leurs fondements, les relations professionnelles de recherche, la relation avec les données et les mécanismes de production et d'interprétation, la neutralité axiologique des approches méthodologiques, leur relation avec le système d'évaluation, l'organisation des processus d'échange et de valorisation). La relation de la connaissance avec l'éthique professionnelle, peut-être, l'un des mécanismes de la reconnaissance de ses résultats et aussi un critère de différenciation

entre les types de recherches et de chercheurs, et un moyen d'organiser l'échange critique de ses résultats.

Le cinquième, et dernier défi, abordera la problématique de l'évaluation des pratiques de recherche, leurs résultats et leurs retombées sur la société. Il tiendra compte du débat qui existe sur la pluralité de ces niveaux, la variation de ces indicateurs et l'absence de consensus sur ces mécanismes. Comment évalue-t-on les thèses de doctorat actuellement ? Comment évalue-t-on l'article scientifique ? Quels sont les enjeux des classements adoptés (revue générale, revue spécialisée, revue thématique...) ? Que comporte les contenus des rapports d'expertise ? Quelle est la qualité des données qui y sont fournies ? Et comment peut-on évaluer ces travaux de recherche, compte tenu de la faible reconnaissance des acquis cognitifs antérieurs produits en Algérie ? Telles sont les questions que le symposium tend à aborder au cours de ces trois journées.

Ces défis cognitifs, entre autres, seront discutés selon les axes suivants :

Axe premier. Mémoire, Histoire et leurs enjeux sociaux, culturels et politiques aujourd'hui, soixante-dix ans après la Guerre de libération nationale.

Cet axe réfléchira autour du processus de « déconstruction » des structures intellectuelles de l'institution coloniale et de ses archives, afin de renouveler la connaissance liée à leur objet d'étude, tout en approfondissant la compréhension de la relation de la société avec son passé (les champs de recherche en anthropologie de la mémoire), avec ses événements fondateurs, et ses acteurs après soixante-dix ans de la Révolution. Il sera question d'aborder les cadres sociaux de la mémoire des Algériens aujourd'hui, la dimension générationnelle des discours de la mémoire nationale (formes d'appropriation générationnelle du récit national). Aussi, il sera question d'interpeler, les mémoires locales qui représente une des voies permettant une lecture constructive et critique à partir de nouvelles études (de terrain) qui s'intéressent également à l'analyse des contenus de mémoires orales, des marges et des marginaux, des voix féminines, de l'élite « révolutionnaire », de la mémoire religieuse, éducative et culturelle durant la période coloniale, ainsi que des narrations *des gens ordinaires*.

Axe deuxième. La citoyenneté, les nouvelles élites et la question de la reconnaissance.

Cet axe porte sur la citoyenneté, ses pratiques, ses discours et ses représentations dans la société (H. Remaoun, 2012). Dans cette optique, il sera question aussi du renouvellement de la recherche sur les éléments qui encadrent les espaces publics en Algérie, à la lumière des transformations numériques et médiatiques caractérisant les moyens de communication virtuels. Comment se forme socialement le système de reconnaissance des droits et des devoirs dans la société ? Comment la question de la reconnaissance est-elle représentée socialement ? Quelles sont ses représentations sur l'espace public (par exemple, le cas de l'activité associative) ? Quelles sont les nouvelles élites en Algérie (intellectuelles, politiques, culturelles, religieuses...) et quelle sont leur(s) référence(s) aujourd'hui ? Qui sont les « influenceurs » qui discutent des questions d'intérêt public et quels sont les contenus de leurs produits, leurs référents et leurs parcours de formation ? Il ne s'agit que de quelques pistes de réflexion qui pourraient donner un autre apport à l'approche de la citoyenneté chez « les gens ordinaires ».

Axe troisième. La question démographique et les modèles de développement en Algérie : perspectives 2030.

Cet axe a pour objet d'explorer la question démographique et son impact sur la société et les modèles de développement, en particulier dans *la perspective* de l'Agenda de l'Union africaine 2063 et des *Objectifs de Développement Durable* 2030. Les questions des différenciations sociales, des formes d'inégalités sociales et territoriales, des systèmes de solidarité et de leur formes d'affiliation/ désaffiliation (institutionnelle / non institutionnelle), des pratiques de consommation, de qualité de vie, des questions de sécurité (alimentaire, sanitaire, énergétique) ... constituent des thèmes privilégiés qui nécessitent une analyse permettant de comprendre les changements démographiques et sociaux, à partir de nouvelles données de terrain sur les représentations de la société et ses attentes concernant notamment : la santé et ses acteurs, l'emploi et sa qualité, les politiques de subventions des prix, et les politiques de solidarité avec les différents groupes vulnérables, l'enfance et les personnes âgées...

Axe quatrième. Les institutions de socialisation (famille, école, université, formation professionnelle) et les défis de la qualité de formation.

Cet axe a pour ambition d'analyser les changements que connaissent les institutions de socialisation et de leurs défis générationnels à la lumière des politiques publiques (famille, jeunesse, personnes âgées, enfants, personnes ayant des besoins spéciaux, femmes...). Des études antérieures ont montré que « la famille en Algérie » connaît des changements accélérés liés aux transformations de sa composition démographique et des conditions de ses acteurs (célibat, divorce, vieillissement, enfance, jeunesse...). A cela s'ajoutent les institutions de formation (écoles, universités, centres de formation professionnelle), lesquelles connaissent également des changements qui se manifestent dans leur programme institutionnel (F. Dubet, 2002). Ces institutions ont pour mission de relever le défi de la qualité et de la réussite sociale. Cet axe a pour ambition l'actualisation des connaissances sur la famille, et l'analyse de sa relation avec l'école, l'université et les autres institutions de formation/ de socialisation. Il s'agit d'appréhender les indicateurs objectifs permettant de comprendre, entre autres, la baisse du taux de réussite et l'abandon scolaire, la féminisation de la réussite scolaire, la massification de l'enseignement supérieur et sa féminisation, ainsi que le devenir professionnel de ses diplômés, la faible employabilité des diplômés, et les difficultés de construire des projets d'avenir pour les jeunes...

Axe cinquième. Les territoires peuplés, les espaces d'habitation et migration : le cas des villes, du monde rural, des zones frontalières et sahariennes.

Cet axe concerne l'analyse de l'impact des transformations sociales et des politiques publiques et leurs acteurs locaux dans les territoires peuplés et les formes de propriété des espaces d'habitation et de qualité de vie. L'objectif est de questionner les politiques urbaines des villes, leur expansion, leur gouvernance, ainsi que l'actualisation des connaissances sur le monde rural et ses institutions sociales et culturelles et ses activités agricoles. Qui sont les agriculteurs aujourd'hui en Algérie ? Que sont-ils devenus après plus de 60 ans d'indépendance ? Un intérêt sera accordé à l'analyse des territoires peuplés au Sud algérien et à leurs modèles urbains ainsi qu'à leurs pratiques culturelles. L'habitat, la migration, la mobilité géographique..., représentent des thèmes de recherche qui revêtent une importance, permettant dans ce sens d'actualiser les connaissances sur la question sociale, selon les indicateurs nationaux et régionaux et de saisir les significations des différentes politiques de soutien (de l'État) et leur impact.

« L'État face au débordement de la demande sociale et à sa croissance » est l'un des défis auxquels les politiques publiques sont confrontées pour la transformation de la ville.

Axe sixième. Les questions de l'imaginaire social et de l'héritage culturel : retour sur les enjeux de l'anthropologie du langage et de sa traduction.

Cet axe traitera de l'actualisation des analyses des significations de l'imaginaire social aujourd'hui, ainsi que de la manifestation de ses pratiques culturelles qui revêt démarche structurante dans le renouvellement des connaissances de l'héritage culturel immatériel (les défis de la collecte et de la classification, les nouveaux acteurs, les modes de transmission, les savoirs pratiques...). Les langages et les nouvelles formes d'expression populaire tels que : la littérature populaire, les chants, les contes populaires, les chansons... et intellectuelle : les nouveaux auteurs et leurs romans, les nouveaux artistes dans les domaines de la peinture et du théâtre et leurs pratiques culturelles ainsi que leur public seront questionnés. Cet axe, tend à revisiter les connaissances concernant le domaine culturel en Algérie, en mettant à jour, les données du terrain, les nouveaux acteurs, leurs langages, leurs systèmes symboliques, leurs pratiques culturelles ainsi que les mécanismes de leur transmission, traduction et communication.

Références bibliographiques

-Ahmed Amine Dellai (2018), Poètes et poésie du melhoun du Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie), Dictionnaire bibliographique, Oran, Publications du Centre de Recherche en Anthropologie Sociale et Culturelle.

-Hassan Remaoun et Abdelhamid Henia (2013), Les espaces publics au Maghreb, Oran/Tunis, Publications du Centre de Recherche en Anthropologie Sociale et Culturelle.

-Mohamed Miliani, Rabah Sebaa (2021), L'université post-réforme en Algérie, Oran, Publications CRASC.

-Nadir Marouf, Fewzi et Khadidja Adel (2002), Quel Avenir pour l'Anthropologie en Algérie? Oran, Publications du Centre de Recherche en Anthropologie Sociale et Culturelle.

-Nouria Benghabrit-Remaoun, Mustapha Haddab (2008), L'Algérie 50 ans après. Etat des savoirs en sciences sociales et humaines 1954-2004, Oran, Publications du Centre de Recherche en Anthropologie Sociale et Culturelle.

-Ouanassa Siari-Tengour et AissaKadri (2012), Générations engagées et mouvements nationaux : Le XX^{ème} siècle au Maghreb, Oran, Publications du Centre de Recherche en Anthropologie Sociale et Culturelle.

-Sari Hanafi, Nouria Benghabrit-Remaoun, Mustapha Medjahdi (2014), The Future of Social in the Arab World (Conference), Beyrouth/Oran, Center for Arab Unity Studies/Centre de Recherche en Anthropologie Sociale et Culturelle.

-Tarik Ghodbani, Mohamed Hadeid, Sid-Ahmed Bellal (2023), Société oasienne et nouvelles tendances de l'agriculture au Maghreb, Oran, Publications du Centre de Recherche en Anthropologie Sociale et Culturelle.

-« Vivre et (re) penser la ville: nouvelles perspectives », Insaniyat n° 91, 2021, CRASC.

-« Vivre et (re) penser la ville: nouvelles perspectives », Insaniyat n° 92, 2021, CRASC.

- « Socio-anthropologie du religieux en Méditerranée », Insaniyat n° 95, 2022, CRASC.
- « Socio-anthropologie du religieux en Méditerranée ». Insaniyat n° 96, 2022, CRASC
- « Femmes dans les pays arabes : changements sociaux et politiques », Insaniyat n° 74, 2016, CRASC.
- « L'immigration : approches du Sud, Insaniyat n°69-70, 2015, CRASC.
- « Les sciences sociales au travail. Réseaux sociaux numériques et travail de recherche », Revue tracés, 2021.
- « Mobilités et religions : expériences chrétiennes et musulmanes », Revue Migrations et société, n° 184, 2021.
- « Ecrire autrement : l'histoire sociales en quête de publics », Revue Mouvement social, 269- 270, 2020.
- « Les sciences sociales au travail. Que faire des données de la recherche ? Tome 2 », Revue Tracés, 2019.
- « Les sciences sociales au travail. Faire revue, Tome 1 », Revue Tracés, 2018.
- « Actualité de l'histoire sociale des idées politiques », Raisons politiques, n° 67, 2017.

La participation au symposium international

La participation prend trois formes

1. **Les participations individuelles** (4000 signes espaces compris) : les propositions de communication doivent s'inscrire dans un des axes proposés. Elles doivent contenir un titre, une problématique, l'approche méthodologique et les principaux points à traiter avec une bibliographie actualisée (au moins cinq références).
2. **Les panels de débat** (4000 signes espaces compris) : les propositions de panels doivent s'inscrire dans l'un des axes du symposium. La proposition doit comporter le titre du panel, une problématique et les titres et les résumés des communications des panélistes (500 mots pour chaque résumé) avec des références bibliographiques actualisée de chaque communication (05 au maximum). Le nombre de participants dans les panels doit être de trois (03).
3. **Les tables rondes** (05 personnes) : elles seront animées par cinq participants (enseignants/chercheurs) autour d'une thématique commune portant sur un des axes du symposium. La proposition de table ronde doit contenir un titre, une problématique et les principaux points à aborder. Les participants désigneront un rapporteur qui aura pour rôle de modérer la rencontre et de présenter un rapport scientifique sur la rencontre.

Les propositions de participation individuelles et collectives sont envoyées sur le lien symposium.crasc.dz

Toutes les propositions reçues seront soumises à une évaluation.

Dans l'objectif de valoriser les contributions du symposium, une publication est prévue par le CRASC après avis du Comité scientifique, selon les règles et les normes de publication.

Dates importantes

- Réception des résumés avant le 15 juillet 2024.
- Le comité scientifique du colloque traite les propositions dans les 15 jours suivant la fin de la date de réception. Les textes complets doivent être transmis avant le 30 octobre 2024.
- Les textes complets seront soumis à une évaluation finale pour déterminer leur admissibilité à la participation au colloque
- Les candidats retenus seront informés de leur participation avant le 28 octobre

Comité scientifique

- Manaa Ammar, Professeur, CRASC
- Medjahdi Mustapha, Directeur de recherche, CRASC
- Benzenine Belkacem, Directeur de recherche, CRASC
- Hamou Abdelkrim, Directeur de recherche, CRASC
- Mohand-Amer Amar, Directeur de recherche, CRASC
- Belgherras Abdelouahab, Directeur de recherche, CRASC
- Aguis Keltouma, Directeur de recherche, CRASC
- Nouar Fouad, Directeur de recherche, CRASC
- Hadeid Mohamed, Professeur, Université Oran2/CRASC
- Boughoufala ouddene, Professeur, Université de Tiaret/ CRASC
- Settoul El Yamine, Professeur, CNAM (France)/ CRASC
- Benghadbane Foued, Professeur, Université Oum Bouaghi
- Naif Benahar, Centre Ibn Khaldoun, Qatar
- Hamadouche Rachid, Professeur Université Alger 2/ CNRST
- Belguidoum Said, Professeur, IREMAM (France)/ CRASC
- Ben Zina Mohamed, Professeur, Université de Tunis (Tunisie)
- Hanafi Sari, Professeur en sociologie, Université Américaine de Beyrouth (Liban)
- Zaid Ahmed, Professeur en sociologie, Université du Caire (Egypte)
- Vincenzo Enzo Pace, Université de Padoue (Italie)

Comité d'organisation

- Bouagada Hind, Maître de recherche, CRASC
- Belaghlifi Nawel, Maître de recherche, CRASC
- Rassoul Mahfoud, Maître de recherche, CRASC
- Benyamina Yahia, Maître de recherche CRASC
- Fahas Badra Sabrina, chargée de l'information scientifique et technologique, CRASC

- Benhalima Nadera, chargée de l'information scientifique et technologique, CRASC
- Arabi Mehdi, chargé de l'information scientifique et technologique, CRASC
- Ighmour Faiza, chargée de l'information scientifique et technologique, CRASC
- Bakir Ilyes, technicien supérieur, CRASC
- Bab-Hamed Fatima-Zohra, chargée de l'information scientifique et technologique, CRASC